

REPUBLIQUE DE GUINEE

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

COMITE DE PILOTAGE

SECRETARIAT EXECUTIF ITIE-GUINEE

**NOTE DE PRESENTATION DU PLAN DE TRAVAIL TRIENNAL
ET BUDGET (PTTB 2015, 2016 & 2017)**

I. INTRODUCTION :

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives constitue de nos jours la Norme Internationale de Bonne Gouvernance, dont le but est :

- d'assurer la transparence des paiements et des revenus générés par les industries extractives ;
- de rendre cette information accessible à la société civile et au grand public ;
- de favoriser donc le bon usage de cette richesse afin qu'elle soit un moteur de la croissance économique ;
- de contribuer au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Le point 1.4 de l'Exigence N°1 de l'ITIE mentionne que le Groupe Multipartite est tenu de maintenir un plan de travail à jour, entièrement chiffré et compatible avec les échéances de déclaration et de Validation fixées par le Conseil d'administration de l'ITIE INTERNATIONALE. Ce plan de travail doit comporter la définition des objectifs de mise en œuvre du processus liés aux principes de l'ITIE et refléter les priorités nationales du secteur des industries extractives.

A ce titre, le Groupe Multipartite privilégie la recherche de solutions novatrices parmi lesquelles l'extension de la mise en œuvre du processus. Ce qui permettra d'améliorer l'exhaustivité des rapports ITIE et l'information du public en ce qui concerne les recettes, et qui encouragera aussi l'adoption de normes élevées de transparence et de responsabilité dans la vie publique, les activités gouvernementales et les affaires.

A la lumière de ce qui précède, le Groupe Multipartite de l'ITIE-GUINEE se fixe pour :

- 1. Objectif global :** En tant que Pays Conforme, c'est de poursuivre et renforcer la mise en œuvre effective du processus ITIE conformément à la chaîne des valeurs.
- 2. Objectifs Spécifiques :** Les objectifs spécifiques du plan de travail sont les suivants :
 - 2.1 Veiller au respect du cadre légal et réglementaire de la gestion dans l'octroi des permis, licences et contrats ainsi que le suivi de la production ;
 - 2.2 Amorcer la collecte et la réconciliation des paiements effectués par les entreprises minières et des revenus perçus par les administrations et ce conformément aux règles de l'ITIE ;

- 2.3 Rendre l'information relative à la collecte et à la réconciliation des paiements et des revenus disponible et accessible au grand public y compris la publication et la divulgation ;
- 2.4 S'assurer que les revenus provenant de l'extraction minière sont débattus et effectivement affectés selon les règles de la démocratie et de la transparence ;
- 2.5 Promouvoir une meilleure appropriation de la Norme ITIE par l'Administration Publique, les Sociétés Minières et la Société Civile.

La voie pour l'atteinte de ces objectifs s'articule sur les neuf (9) axes ci-après :

- i. Améliorer le cadre légal et réglementaire de la gestion dans l'octroi des permis, licences et contrats ;
- ii. Suivre la production ;
- iii. Produire et publier les rapports portant sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements et des revenus, selon la Norme ITIE (collecte des taxes et redevances) ;
- iv. Suivre la distribution des revenus ;
- v. Suivre la gestion des dépenses et la mise en œuvre de politique de développement durable ;
- vi. Maintenir le statut de pays conforme ;
- vii. Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication et de dissémination des rapports ;
- viii. Renforcer les capacités des parties prenantes sur le processus ITIE ;
- ix. Pérennisation du processus ITIE GUINEE,

Le Groupe Multipartite (GMP) s'est attelé à créer les conditions de mise en œuvre effective des actions pour respecter les délais requis par les Exigences en matière de préparation et de divulgation pour maintenir le statut de Pays Conforme.

II. FINANCEMENT :

Le Plan de Travail doit être revu et actualisé annuellement. Il ne doit pas être statique. Donc, il doit être glissant pour permettre de prendre en compte les évolutions éventuelles du secteur extractif.

Le présent PTTB prend en compte toutes les recommandations du C.A de l'ITIE INTERNATIONALE, lors de sa réunion du 02 Juillet 2014 à Mexico, déclarant la République de Guinée **Pays Conforme**, afin de lui permettre de maintenir le statut du Pays Conforme et de Pérenniser l'Initiative.

Ainsi, en application des principes de l'ITIE INTERNATIONALE : « **les obligations pour les Etats à démontrer le degré de leur adhésion au processus de l'ITIE consistent à faire figurer dans leurs budgets nationaux, les financements nécessaires à soutenir les plans d'actions qui alimentent les activités à travers le Comité de Pilotage et les Commissions Opérationnelles** ».

Outre les dotations budgétaires annuelles de l'Etat Guinéen, l'ITIE-GUINEE bénéficie de dons provenant des partenaires au développement dont :

1. le Groupe de la Banque Mondiale (IDA N°H-804 GUI), à travers le PAGSEM (Projet d'Appui à la Gouvernance du Secteur Minier) ;
2. le Groupe de la Banque Africaine de Développement (FAD N°2100155019716), à travers le PARCGEF (Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de Gestion Economique et Financière).

Elle bénéficie également d'un Don du Groupe de la Banque Africaine de Développement (FAD N°2100155025316 signé le 10 Septembre 2013) à travers le PAPEGM (Projet d'Appui à la Planification Economique et à la Gouvernance Minière).

Par ailleurs, il convient de noter que dans le cadre de la mise en œuvre de ce Plan de Travail Triennal, le Gouvernement doit s'adresser aux Partenaires Techniques et Financiers en leur demandant des appuis, afin d'assurer **la couverture du gap de financement d'un montant de 1 641 500 USD, soit 42,43 % du coût total du Budget Triennal.**

III. PLAN DE TRAVAIL TRIENNAL ET BUDGET 2015, 2016 & 2017 :

Le plan de travail triennal et le budget, présentés ci-dessous est le résultat des séances de travail du Groupe Multipartite (GMP).

Ce faisant, les neuf (9) axes stratégiques identifiés sont déclinés en 113 actions avec un budget qui se chiffre à 3 869 015 USD dont le financement est assuré par le Groupe de la Banque Mondiale (10,25%), le Groupe de la Banque Africaine de Développement (7,50%) et par l'Etat Guinéen (82,25% dont 42,43% à rechercher).

Le Plan de Travail Triennal 2015, 2016 & 2017 se présente comme suit :

1. Améliorer le cadre légal et réglementaire de la gestion dans l'octroi des permis, licences et contrats : (voir détail aux pages 15 et 16)

Cette rubrique doit rendre efficace et efficiente la transparence en matière de procédure d'octroi de permis, licences et contrats et procéder à une mise à jour du cadastre minier.

Le scandale (affaire BSGR) dans l'octroi de permis sur fond de pratiques avérées de corruption impliquant officiels de l'Etat et les Sociétés Minières, la publication de la Norme ITIE qui encourage la transparence des contrats et des licences, sont des défis à relever.

C'est pourquoi, lever les obstacles d'ordre légal et réglementaire est non seulement un impératif pour la mise en œuvre de l'ITIE en Guinée mais permettra de le pérenniser.

Ce volet comprend onze activités, résumé en deux points essentiels pour un montant de **123 000 USD** :

- a) Publier la liste des licences et les propriétaires réels sur le site web = 3 000 USD
- b) Vulgariser les dispositions pertinentes des lois régissant le secteur extractif et sensibiliser les parties prenantes = 120 000 USD

2. Suivre la production : (voir détail aux pages 17 et 18)

Cette composante s'articule par la mise en place d'un système efficace et sécurisé pour le suivi de la production du secteur extractif en Guinée.

Il comporte sept (7) volets, résumés en cinq (5) points pour un montant de **68 000 USD** :

- 2.2 Réaliser une étude diagnostique sur le système actuel de suivi = 20 000 USD
- 2.4 Vérifier l'effectivité du respect des obligations sociales = 7 500 USD
- 2.5 Actualiser les formulaires de déclaration des statistiques = 15 000 USD
- 2.6 Revoir et développer la sous-traitance et former les opérateurs = 7 500 USD
- 2.7 Renforcer la structure de contrôle et de suivi des sociétés = 18 000 USD

3. Produire et publier les rapports portant sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements et des revenus 2013, 2014, 2015 & 2016 : (voir détail aux pages 19 & 20)

Cette rubrique porte essentiellement sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements effectués par les sociétés minières et des flux des revenus perçus par les administrations pour les exercices 2013, 2014, 2015 & 2016. Les actions requises pour cela portent entre autres sur le recrutement du Conciliateur qui sera en charge de la réalisation d'une étude de cadrage, d'un atelier de formation sur le remplissage des formulaires de déclaration en vue de l'élaboration d'un rapport provisoire et définitif et sa publication par le Comité de Pilotage, conformément aux dates indiquées dans les tableaux pour ces années sus-indiquées et l'acquisition d'un logiciel servant d'interface pour une banque de données entre les services de régie financière de l'Etat et les sociétés minières.

Il comporte onze (11) volets résumés en huit (8) points pour un montant de **530 800 USD** :

- 3.1 à 3.3 Négocier les contrats 2013 à 2016 avec l'Administrateur = 1 500 USD
- 3.4 à 3.5 Organiser des ateliers et réunions pour analyse et validation des rapports 2013 à 2016 = 10 000 USD
- 3.6 Adopter et produire les rapports définitifs de l'administrateur = 300 500 USD
- 3.7 Organiser la cérémonie de publication des apports 2013, 2014, 2015 & 2016 = 67 800 USD
- 3.8 Traduire et imprimer dans 4 langues nationales la synthèse des rapports 2013, 2014, 2015 & 2016 = 56 000 USD

- 3.9 Elaborer et publier les rapports annuels d'activités = 15 000 USD
- 3.10 Inventorier les investissements réalisés par les sociétés minières aux communautés = 30 000 USD
- 3.11 Constituer une base de données et acquérir un logiciel sécurisé de gestion = 50 000 USD

4. Suivre la distribution des revenus : (voir détail à la page 21)

Cette composante, est d'assurer un meilleur suivi de la gestion et de l'affectation des revenus issus des sociétés minières. Le coût de réalisation est estimé à **65 000 USD** et se décompose comme suit :

- 4.1 Faire une étude portant sur l'analyse de la capacité de gestion au niveau des Communes Rurales = 40 000 USD
- 4.2 à 4.3 Former les collectivités décentralisées des zones minières en fiscalité sur la procédure de recouvrement et des revenus = 25 000 USD

5. Suivre la gestion des dépenses et la politique de développement durable : (voir détail aux pages 22 & 23)

Cette rubrique, vise à améliorer la gestion des dépenses publiques face à la volatilité des revenus issus des Industries Extractives pour permettre d'évaluer les effets et impacts sur la gouvernance économique et sociale. Elle se décompose comme suit pour un montant de **92 000 USD**, répartie en 6 activités et résumées en 4 points :

- 5.1 Veiller à la vulgarisation des principes d'élaboration du budget participatif dans les communes extractives pilotes = 30 000 USD
- 5.2 Veiller à l'élaboration d'une directive sur la responsabilité sociétale des entreprises extractives = 15 000 USD
- 5.3 Réaliser une étude sur les impacts économiques et sociaux = 20 000 USD
- 5.4 Organiser des débats publics avec les parlementaires, les membres du Gouvernement, la Société Civile & Secteur Privé = 27 000 USD

6. Maintenir le statut de Pays Conforme : (voir détail aux pages 24 & 25)

Il convient de rappeler que la République de Guinée a été déclarée **Pays Conforme, le 02 Juillet 2014**, lors de la réunion du C.A de l'ITIE INTERNATIONALE à Mexico.

Il est important de noter avec satisfaction que désormais, c'est l'ITIE INTERNATIONALE qui se charge de toute la procédure de recrutement du Validateur jusqu'au paiement de ses honoraires. Cela réduit le coût de la mise en œuvre dans le cadre de la validation pour les pays membres (confère message électronique du 24 Novembre 2014 ITIE INTERNATIONALE).

Cette rubrique comporte 15 activités résumées en 5 points et se décompose comme suit pour un montant de **73 000 USD** :

6.1	Analyser la chaîne des valeurs pour leur mise en œuvre	=	29 000 USD
6.2 à 6.3	Faire une étude institutionnelle et organisationnelle en tenant compte du GMP	=	15 000 USD
6.4 à 6.11	Commentaire du rapport par le Comité de Pilotage	=	2 000 USD
6.12 à 6.14	Prise en compte des commentaires par le CP	=	2 000 USD
6.15	Cérémonie de publication des résultats de la validation	=	25 000 USD

7. Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication et de dissémination des rapports : (voir détail aux pages 26, 27 & 28)

Cette composante, qui s'articule sur la gouvernance administrative dans le domaine de l'exploitation minière vise à la création des conditions nécessaires d'un dialogue permanent relatif à l'utilisation des ressources générées par les industries extractives. L'objectif est de maximiser la transparence et de réduire progressivement, jusqu'à élimination complète, le climat de méfiance et de tension dans les zones minières.

Dix-neuf (19) activités résumées en 12 points composent cette rubrique dont le coût de réalisation se chiffre à **1 245 215 USD** :

7.2	Plaidoyer pour accroître l'appui politique et financier nécessaire à la poursuite de la mise en œuvre de l'ITIE	=	80 000 USD
7.3	Réaliser la mission de dissémination des rapports 2013-2016	=	450 000 USD
7.4	Présenter les rapports 2013 à 2016 à la maison de presse	=	4 000 USD
7.5	Présenter les rapports 2013 à 2016 dans 6 Universités	=	8 000 USD
7.6	Publier les rapports simplifiés dans les journaux de la place	=	35 000 USD
7.7 à 7.12	Insertion des messages et spots publicitaires, conception Et impression des agendas et calendriers, hébergement, formation et mise à jour du site web, insertion dans les journaux, affichage des panneaux publicitaires, impression des dépliants, tee-shirt, képi et abonnement, reprographie, documentations et revues	=	425 215 USD
7.13	Suivre et évaluer périodiquement l'ensemble des activités de Communication, apprécier les résultats et mesurer les impacts	=	24 000 USD
7.14	Enquête d'appropriation auprès des populations sur le processus ITIE	=	45 000 USD
7.15	Organiser des émissions et reportages à la Radio et TV	=	54 000 USD
7.16	Informé et sensibiliser le grand public sur le processus ITIE à travers les médias et les réunions d'information	=	90 000 USD
7.17	Conception, impression et distribution de bandes dessinées	=	20 000 USD
7.18	Produire et réaliser un film documentaire sur l'ITIE-GUINEE	=	10 000 USD

8. Renforcer les capacités des parties prenantes sur le processus ITIE :

(voir détail aux pages 29, 30 & 31)

Le faible niveau d'information du public guinéen sur l'ITIE, y compris les services de l'Etat, constitue une forte contrainte à lever, qui justifie les volets ci-après dont le coût de réalisation pour cette rubrique comporte seize (16) activités résumées en 4 points essentiels pour un montant de **704 000 USD** :

8.1 à 8.9 Organiser les ateliers sur l'ITIE	=	150 500 USD
8.10 Sensibiliser les nouvelles entreprises sur le processus ITIE	=	9 000 USD
8.11 à 8.15 Identifier, élaborer et mettre en œuvre le plan de formation, voyages d'études et missions à l'étranger	=	444 500 USD
8.16 Divulguer les rapports ITIE par les organisations de la Société Civile	=	100 000 USD

9. Pérennisation du processus ITIE-GUINEE :

(voir détail aux pages 32, 33, 34 & 35)

L'ITIE doit être perçue comme un processus permanent et non un évènement dont le but est une meilleure gouvernance portée sur la transparence accrue. Pour assurer le fonctionnement correct et régulier de l'ITIE-GUINEE, les activités inscrites dans cette rubrique au nombre de vingt-quatre (24) résumées en 8 points essentiels pour un montant de **968 000 USD** :

9.1 à 9.3 Elaborer et proposer les textes d'application du code minier et réviser le règlement intérieur	=	4 000 USD
9.4 à 9.11 Mener le plaidoyer, élaborer, discuter et adopter un texte fixant le prélèvement de 1 %, organiser et tenir les réunions des organes de l'ITIE (CS, CP et Commissions)	=	123 000 USD
9.12 à 9.13 Préparer, élaborer, présenter et publier le Plan de Travail Triennal et Budget (2015, 2016 et 2017)	=	11 000 USD
9.14 à 9.16 Mobiliser les ressources financières et organiser une table ronde avec les Partenaires Techniques et Financiers	=	10 000 USD
9.17 à 9.19 Acquérir les biens (investissements)	=	225 000 USD
9.20 Héberger, former et mettre à jour le site web	=	30 000 USD
9.21 à 9.23 Améliorer la gestion	=	115 000 USD
9.24 Fonctionnement * (voir détail page 9).	=	450 000 USD

Le premier volet de cette rubrique devient d'autant important que la nouvelle Norme ITIE s'est maintenant élargie pour couvrir encore plus de domaines de la Chaîne de Valeur, avec cette Exigence que les Organes Nationaux de l'ITIE devront veiller à assurer la publication, non pas seulement des paiements effectués par les entreprises minières ou des ressources perçues par le gouvernement, mais également les transferts des revenus issus de l'extraction minière vers les collectivités locales. Cette obligation des organes nationaux de l'ITIE de recueillir et fournir les informations cruciales permettant de s'assurer que les recettes provenant de l'industrie extractive atteignent leur destination et sont utilisées judicieusement ne peut résulter que d'une capacité de gestion assise sur des moyens adéquats.

Conakry, le 20 Décembre 2014

Le Consultant Comptable et Financier

Le Secrétaire Exécutif

Sékou Amadou DRAME

Mamadou DIABY

**Vu et approuvé
Le Président du Comité de Pilotage**

Nava TOURE

ANNEXE : Détail des dépenses de fonctionnement

- Salaires du personnel contractuel du SE	=	49 500 USD
- Indemnités diverses des cadres du SE	=	33 450 USD
- Pré imprimés	=	6 000 USD
- Fournitures et petits matériels de bureau	=	35 944 USD
- Consommables informatiques	=	44 500 USD
- Carburant et lubrifiant	=	145 350 USD
- Autres produits et fournitures	=	6 350 USD
- Maintenance, entretiens et réparations immobiliers	=	48 650 USD
- Frais de téléphone et Internet	=	35 400 USD
- Missions et réceptions	=	24 000 USD
- Autres prestations (nettoyage des bureaux)	=	10 350 USD
- Assurances des véhicules	=	10 506 USD
<u>TOTAL</u> :	=	450 000 USD

PLAN DE TRAVAIL TRIENNAL 2015, 2016 & 2017

TABLEAU RECAPUTILATIF DU PLAN DE TRAVAIL TRIENNAL ET BUDGET (PTB) PAR BAILLEUR DE FONDS
(EXPRIME EN USD)

N°	COMPOSANTES/AXES STRATEGIQUES	IDA	BAD / FAD	BND / ETAT GUINEEN	Financement à rechercher	TOTAL	% PAR ACTIVITE
1	Améliorer le cadre légal et règlementaire de la gestion dans l'octroi des permis, licences et contrats	40 000	0	3 000	80 000	123 000	3,18 %
	1.8 Publier la liste des licences et les propriétaires réels sur le site web	0	0	3 000	0	3 000	
	1.11 Vulgariser les dispositions pertinentes des lois régissant le secteur extractif et sensibiliser les parties prenantes	40 000	0	0	80 000	120 000	
2	Suivre la production	20 000	0	48 000	0	68 000	1,76 %
	2.2 Réaliser une étude relative au diagnostic du système actuel du suivi de la production	20 000	0	0	0	20 000	
	2.4 Vérifier l'effectivité du respect des obligations sociales dans les sociétés minières	0	0	7 500	0	7 500	
	2.5 Actualiser les formulaires de déclaration des statistiques de production minière	0	0	15 000	0	15 000	
	2.6 Revoir et développer la sous-traitance et former les opérateurs nationaux	0	0	7 500	0	7 500	
	2.7 Renforcer la structure de contrôle et de suivi des sociétés minières	0	0	18 000	0	18 000	
3	Produire et publier les rapports portant sur la collecte et la réconciliation	30 000	200 000	180 800	120 000	530 800	13,70 %
	3.1 à 3.3 Négocier les contrats avec l'Administrateur pour les années 2013 à 2016	0	0	1 500	0	1 500	
	3.4 à 3.5 Organiser des ateliers et réunions en vue de l'analyse et validation des rapports	0	0	10 000	0	10 000	
	3.6 Adopter et produire les rapports définitifs de l'Administrateur (2013 à 2016)	0	200 000	30 500	70 000	300 500	
	3.7 Organiser la cérémonie de publication des rapports de conciliation 2013 à 2016	0	0	67 800	0	67 800	
	3.8 Traduire et imprimer la synthèse des rapports 2013 à 2016 dans 4 langues nationales	0	0	56 000	0	56 000	
	3.9 Elaborer et publier les rapports annuels d'activités 2014, 2015 & 2016	0	0	15 000	0	15 000	
	3.10 Inventorier les investissements réalisés par les sociétés minières aux communautés	30 000	0	0	0	30 000	
	3.11 Constituer une base de données et acquérir un logiciel sécurisé de gestion	0	0	0	50 000	50 000	
4	Suivre la distribution des revenus	0	0	25 000	40 000	65 000	1,68 %
	4.1 Faire une étude portant sur l'analyse de la capacité de gestion au niveau des CR	0	0	0	40 000	40 000	
	4.2 à 4.3 Former les collectivités décentralisées des zones minières en fiscalité sur la procédure de recouvrement et des revenus destinés à ces collectivités	0	0	25 000	0	25 000	

N°	COMPOSANTES/AXES STRATEGIQUES	IDA	BAD / FAD	BND / ETAT GUINEEN	Financement à rechercher	TOTAL	% PAR ACTIVITE
5	Suivre la gestion des dépenses	0	0	20 000	72 000	92 000	2,38 %
	5.1 Veiller à la vulgarisation des principes d'élaboration du budget participatif dans les communes extractives pilotes	0	0	0	30 000	30 000	
	5.2 Veiller à l'élaboration d'une directive sur la responsabilité sociétale des entreprises extractives	0	0	0	15 000	15 000	
	5.3 Réaliser une étude sur les impacts économiques et sociaux des projets miniers	0	0	20 000	0	20 000	
	5.4 Organiser des débats publics avec les parlementaires, le gouvernement, la société civile et le secteur privé sur les résultats de cette étude	0	0	0	27 000	27 000	
6	Maintenir le statut de Pays Conforme	0	0	58 000	15 000	73 000	1,89 %
	6.1 Analyser la chaîne des valeurs pour leur mise en œuvre efficace	0	0	29 000	0	29 000	
	6.3 Faire une étude institutionnelle et organisationnelle en tenant compte du GMP	0	0	0	15 000	15 000	
	6.6 à 6.11 Commentaire du rapport par le Comité de Pilotage au Validateur	0	0	2 000	0	2 000	
	6.12 à 6.14 Prise en compte des commentaires par le CP du rapport final	0	0	2 000	0	2 000	
	6.15 Cérémonie de publication des résultats de la validation	0	0	25 000	0	25 000	
7	Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication	150 000	0	374 215	721 000	1 245 215	32,19 %
	7.2 Plaidoyer pour accroître l'appui politique et financier nécessaire à la poursuite de la mise en œuvre de l'ITIE	0	0	0	80 000	80 000	
	7.3 Réaliser la mission de dissémination des rapports 2013, 2014, 2015 & 2016 dans les zones minières incluses dans l'ITIE.	150 000	0	150 000	150 000	450 000	
	7.4 Présenter les rapports 2013, 2014, 2015 & 2016 à la maison de presse	0	0	4 000	0	4 000	
	7.5 Présenter les rapports 2013, 2014, 2015 & 2016 dans six (6) Universités	0	0	8 000	0	8 000	
	7.6 Publier les rapports simplifiés dans les journaux (2013, 2014, 2015 & 2016)	0	0	35 000	0	35 000	
	7.7 à 7.12 Insertion des messages et spots publicitaires, conception et impression des agendas et calendriers, hébergement, formation et mise à jour du site web, insertion dans les journaux, affichage des panneaux publicitaires, conception /impression des dépliants, tee-shirt, képi et kakemonos et abonnement, reprographie, documentation et revues	0	0	147 215	278 000	425 215	
	7.13 Suivre et évaluer périodiquement l'ensemble des activités de communication	0	0	0	24 000	24 000	
	7.14 Enquête d'appropriation auprès des populations sur le processus ITIE	0	0	00	45 000	45 000	
	7.15 Organiser des émissions et reportages à la Radio et TV	0	0	0	54 000	54 000	
	7.16 Informer et sensibiliser le grand public sur le processus ITIE (campagne info)	0	0	0	90 000	90 000	
	7.17 Conception, impression et distribution de bandes dessinées	0	0	20 000	0	20 000	
	7.18 Produire et réaliser un film documentaire sur l'ITIE-Guinée	0	0	10 000	0	10 000	

N°	COMPOSANTES/AXES STRATEGIQUES	IDA	BAD / FAD	BND / ETAT GUINEEN	Financement à rechercher	TOTAL	% PAR ACTIVITE
8	Renforcer les capacités des parties prenantes du processus ITIE	116 500	40 000	79 000	468 500	704 000	18,20 %
	8.1à 8.9 Organiser les ateliers	116 500	0	34 000	0	150 500	
	8.10 Sensibiliser les nouvelles entreprises sur le processus ITIE	0	0	9 000	0	9 000	
	8.11 à 8.15 Identifier, élaborer, et mettre en œuvre le plan de formation, voyages d'études et missions à l'étranger	0	40 000	36 000	368 500	444 500	
	8.16 Divulguer les rapports ITIE par les organisations de la société civile	0	0	0	100 000	100 000	
9	Pérennisation du processus ITIE-GUINEE	40 000	50 000	753 000	125 000	968 000	25,02 %
	9.1 à 9.3 Elaborer les textes et réviser le règlement intérieur	0	0	4 000	0	4 000	
	9.4 à 9.11 Mener le plaidoyer, élaborer, discuter et adopter le texte fixant le prélèvement, organiser et tenir les réunions	0	0	123 000	0	123 000	
	9.12 à 9.13 Préparer, élaborer, présenter et publier le PTTB (2015, 2016 & 2017)	0	0	11 000	0	11 000	
	9.14 à 9.16 Mobiliser les ressources financières et organiser une table ronde avec les Partenaires Techniques et Financiers	0	0	10 000	0	10 000	
	9.17 à 9.19 Acquérir les biens	40 000	0	60 000	125 000	225 000	
	9.20 Héberger, former et mettre à jour le site web	0	0	30 000	0	30 000	
	9.21 à 9.23 Améliorer la gestion	0	50 000	65 000	0	115 000	
	2.24 Fonctionnement	0	0	450 000	0	450 000	
	TOTAL GENERAL	396 500	290 000	1 541 015	1 641 500	3 864 515	100 %
	Pourcentage par bailleur	10,25 %	7,50 %	39,82 %	42,43 %	100 %	

Conakry le 20 Décembre 2014

Le Président du Comité de Pilotage

Nava TOURE

PLAN DE FINANCEMENT PAR BAILLEUR ET PAR ANNEE (EXPRIME EN USD)

BAILLEUR DE FONDS	GESTION PREVISIONNELLE															TOTAUX
	2015					2016					2017					
	1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	Total	1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	Total	1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	Total	
IDA	121 500	80 000	0	75 000	276 500	15 000	15 000	0	75 000	105 000	0	0	15 000	0	15 000	396 500
BAD	11 000	18 000	11 000	141 000	181 000	6 500	26 500	6 500	76 500	116 000	2 000	0	0	0	2 000	299 000
BND/ETAT GUINEEN	132 325	136 825	69 825	281 490	620 465	57 825	93 325	72 825	230 450	454 425	112 825	104 325	63 825	164 650	445 625	1 520 515
FINANCEMENT A RECHERCHER	195 250	125 250	80 250	75 250	476 000	209 500	119 500	114 500	34 500	478 000	109 500	129 500	187 500	272 500	699 000	1 653 000
TOTAL	460 075	360 075	161 075	572 740	1 553 965	288 825	254 325	193 825	416 450	1 153 425	224 325	233 825	266 325	437 150	1 161 625	3 869 015
BESOIN DE TRESORERIE	460 075	820 150	981 225	1 553 965	-	288 825	543 150	736 975	1 153 425	-	224 325	458 150	724 475	1161625	-	3 869 015

VENTILATION DES COÛTS PAR ACTIVITES (EXPRIME EN USD)

N°	HIERACHIE DES OBJECTIFS	ACTIVITES	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	RESPONSABLE	MONTANT	POURCENTAGE
I	Objectif global	En tant que Pays Conforme, c'est de poursuivre et renforcer la mise en œuvre effective du processus ITIE conformément à la chaîne des valeurs.	Une croissance soutenue et durable qui contribue à la réduction de la pauvreté	Taux de croissance à la hausse, taux de pauvreté à la baisse et taux d'investisseurs attractif.	Gouvernement de la République de Guinée	0	
II	Objectifs spécifiques	Mettre en œuvre le processus de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives en République de Guinée avec des axes stratégiques en vue d'atteindre avec succès la conformité : 1. Améliorer le cadre légal et réglementaire	Les ressources des Industries Extractives sont gérées selon les normes internationales Le cadre légal est renforcé à travers l'inclusion de l'ITIE dans les textes régissant le secteur des IE.	La République de Guinée est pays conforme à l'ITIE Existence des textes juridiques (Permis, Contrats et Licences)	Comité de pilotage et Secrétariat Exécutif MMG/CPDM/DNI/GMP	3 194 015 123 000	82,55 %
		1. Suivre la production	La mise en place du système de suivi est opérationnelle.	Publication annuelle des rapports de suivi	MMG/IGM/MATD/GMP/DNM	68 000	
		3. Produire et publier les rapports sur la collecte 2013, 2014, 2015 et 2016 et les rapports annuels d'activités	Rapport de l'Administrateur Indépendant.	Rapport disponible publié sur site et dans les journaux	GMP/SE	530 800	
		4. Suivre la distribution de la gestion des revenus	La mise en place du système de suivi de la gestion des revenus est opérationnelle.	Les différents rapports de suivi sont disponibles et publiés.	MMG/MATD/MDB/MEF/GMP	65 000	
		5. Suivre la gestion des dépenses.	La mise en place du système de gestion des dépenses est opérationnelle.	Les différents rapports sont publiés	MMG/MATD/MDB/MEF/GMP	92 000	
		6. Maintenir le statut de pays conforme	Rapport de validation.	Rapport disponible et publié	GMP/SE	73 000	
		7. Poursuivre et renforcer la stratégie de communication.	Supports disponibles.	Nombre rapports disséminés	GMP/SE	1 245 215	
		8. Renforcer les capacités des parties prenantes du processus ITIE	Procès-verbaux et liste de présence.	Tenue des ateliers, réunions et formations	GMP/SE	704 000	
		9. Pérenniser, coordonner et améliorer la performance du S.E/C.P	PV des réunions et rapports des consultants.	Nbre de PV et nbre Rapports financiers disponibles	GMP/SE	293 000	
III	Coût des opérations ou de Fonctionnement	a. Acquisition des biens	Pièces justificatives disponibles	Facture BC, PV réception	Secrétariat Exécutif	225 000	5,82 %
		b. Fonctionnement (Appui opérationnel)	Pièces justificatives disponibles	Facture BC, PV réception	Secrétariat Exécutif	450 000	11,63 %
TOTAL GENERAL						3 869 015	100 %

PLAN DE TRAVAIL TRIENNAL ET BUDGET 2015-2016 ET 2017

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement		
								2015	2016	2017	Total			
1. Cadre légal et réglementaire de la gestion dans l'octroi des permis, contrats et des licences.	Rendre efficace et efficiente la transparence en matière de procédure d'octroi de permis minier.	Manque de transparence dans l'octroi des permis, contrats et licences.	Insuffisance de dispositifs relatifs à l'ITIE dans le Code Minier.	1.1 Suivre le processus de modernisation du cadastre minier.	Cadastra minier est modernisé.	MMG/CPDM/DNI/GMP/CONSULTANT.	Mai 2015	0	0	0	0	Néant		
				1.2 S'assurer que cette modernisation prend compte les préoccupations de l'ITIE selon la Nouvelle Norme, et que ces préoccupations figurent dans la base de données que le Consultant doit élaborer pour le CPDM.	Les préoccupations sont mentionnées dans le rapport du Consultant.									
				1.3 Publier sur le site web les procédures d'octroi de permis et la liste des bénéficiaires.	Site du cadastre actualisé. Lien établi entre le CPDM et l'ITIE-GUINEE.									
		Insuffisance d'une politique claire et exhaustive de divulgation des informations contextuelles sur les Industries Extractives.		1.4 Améliorer les règles et principes existants en matière d'octroi de permis miniers conformément au nouveau code minier notamment le rôle du CPDM.	Publication officielle dans la presse des procédures en vigueur au niveau du CPDM.		MMG/CPDM/GMP	Juin 2016	0	0 x	0		0	Néant
				1.5 Evaluer la mise en œuvre des obligations légales des bénéficiaires des permis et étudier le processus de traitement du cadastre.	Information obtenue sur les titres miniers dans un bref délai			Sept 2015	0	0	0		0	BND

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
				1.6 Relire les textes juridiques conformément à la Norme ITIE	Existence des textes d'applications	GMP	Mars 2016	0	0 x	0	0	Néant
				1.7 Publier la liste des sociétés minières où l'Etat détient des parts/actions.	Liste publiée sur le site web du MMG et de l'ITIE-GUINEE.	GMP	Janv. 2015 à Déc. 2017	0	0	0	0	Néant
		Conflits des responsabilités institutionnelles de la participation de l'Etat dans les sociétés minières.	Ambiguïté des responsabilités institutionnelles	1.8 Publier la liste des licences et des propriétaires réels sur le site web ITIE.	La liste des licences est publiée.	GMP/CPDM/SOGUIPAMI/SE	Oct. 2015 Oct. 2016 Oct. 2017	1 000	1 000	1 000	3 000	BND
				1.9 Etablir un lien entre le site des contrats miniers et le site web ITIE.	Le lien est créé et opérationnel	GMP	Janv. 2015 à Déc. 2017	0	0	0	0	Néant
				1.10 Assurer le suivi auprès des services de l'administration concernés et publier sur leurs sites des contrats et avenants, conventions, accords et registres des licences des propriétaires réels.	Production d'un rapport d'avancement du suivi des actions/parts et publication sur le site web.	MMG/MEF/GMP	Juillet et Août 2015	PM	PM	PM	PM	PM
	Doter le pays d'un cadre légal qui promet la transparence et la bonne gouvernance	Non application correcte de certaines lois contenues dans certaines dispositions du Code Minier.	Insuffisance de transparence, risques de chevauchement de permis et de corruption.	1.11. Vulgariser les dispositions pertinentes des lois régissant le secteur extractif et sensibiliser les parties prenantes.	Les lois sont vulgarisées	Gouv/GMP/SE	Janv. 2015 à Déc. 2017	40 000	40 000	40 000	120 000	(2015) 40 000 IDA/PAGSEM 80 000 A rechercher
Sous-total 1 :								41 000	41 000	41 000	123 000	

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement	
								2015	2016	2017	Total		
2. Suivi de la production	Mettre en place un système efficace et sécurisé pour le suivi de la production tout en instaurant la transparence de la production minière.	Le suivi de la production n'est pas systématique par manque de contrôle adéquat.	La vérification de la production n'est pas systématique	2.1 Renforcer les capacités du personnel de mines au nombre de 6 personnes x 28 sociétés identifiées soit un total de 168 Agents d'ici 2017 chargé des opérations de suivi en termes techniques et de contrôle pour une évaluation quantitative et qualitative des productions minières, en conformité à la Norme ITIE.	Nombre de séances de travail. Nombre d'agents affectés et formés à cette tâche.	MMG/DNM/GMP/CONSULTANT.	Janvier 2016 à Décembre 2017	PM	PM	PM	PM	PM	
				2.2 Réaliser une étude relative au diagnostic du système actuel de suivi de la production.	TDR de l'étude. Rapport d'étude disponible.		Mars 2015	20 000	0	0	20 000		IDA/PAGSEM
				2.3 Equiper le personnel et mettre en place un dispositif de suivi informatisé centralisant les informations sur la production.	Suivi informatisé opérationnel.		Janvier 2016 à Décembre 2017	PM	PM	PM	PM		PM
	Contrôler la contribution sociale des sociétés minières.	Seuls les dons ont été pris en compte par l'ITIE jusqu'à présent et d'une manière unilatérale.		2.4 Vérifier l'effectivité du respect des obligations sociales par les sociétés minières assorties d'un audit environnemental.	Publication annuelle des rapports d'activités et de suivi des sociétés minières sur leur site web et de l'ITIE-GUINEE.	MMG/IGM/GMP.	Juin 2015 à Déc. 2017	2 500	2 500	2 500	7 500	BND	
				2.5 Actualiser les formulaires de déclaration des statistiques de production et de vente des produits miniers	Formulaires de déclaration disponibles et exploitées	MMG/IGM/DNM/GMP.	Mois de Mai de chaque année (2015 à 2017)	5 000	5 000	5 000	15 000	BND	

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
	Diversifier et optimiser l'exploitation des ressources minières.	L'exploitation minière est peu intégrée avec d'autres activités qui pourraient créer une chaîne de valeurs	Manque de transformation sur place et d'intégration de l'exploitation minière avec d'autres activités engendrant des manques à gagner.	2.6 Revoir et développer la sous-traitance et former les opérateurs nationaux.	Sous-traitance recrutée et développée. Nombre d'opérateurs nationaux formés	MMG/DNM/GMP	Sept 2015 à Sept 2017	2 500	2 500	2 500	7 500	BND
		Insuffisance de contrôle des sociétés par l'administration	Risque de manques à gagner	2.7 Renforcer la structure de contrôle et de suivi des sociétés minières	Rapport de mission. Les sociétés minières sont régulièrement contrôlées et la production est bien suivie.	MMG/MEF/DNM/IGM/GMP/SE	Janv. 2015 à Déc. 2017	6 000	6 000	6 000	18 000	BND
Sous-total 2 :								36 000	16 000	16 000	68 000	

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
3. Collecte des taxes et des redevances	Elaborer, produire et publier les rapports portant sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements et des revenus pour les années fiscales 2013, 2014, 2015 et 2016.	Difficulté de respecter les délais de production des informations fiscales, tant bien au niveau de l'administration et des sociétés minières.	Non implication de toutes les parties prenantes pour le suivi des recommandations formulées par l'Administrateur Indépendant	3.1 Renforcer la capacité du SE pour l'application des deux Arrêtés concernant les Sociétés Minières et l'Administration.	Les Arrêtés sont appliqués	GMP/SE	Janv. 2015 à Déc. 2017	0	0	0	0	Néant
				3.2 Elaborer et adopter les TDR pour la réconciliation des données des Rapports 2013, 2014, 2015 et 2016 selon la Norme ITIE et les procédures du Bailleur.	TDR produits et publiés dans les journaux.	GMP/PARGEF-BAD.	Fév. 2015 Fév. 2016 Fév. 2017	0	0	0	0	Néant
				3.3 Négocier les Contrats avec l'Administrateur Indépendant pour les années 2013, 2014, 2015 et 2016.	PV de sélection et de négociation du contrat.	GMP/PARGEF-BAD/CONSULTANT	Mars 2015 à Juin 2015 Juillet 2016 Juillet 2017	500	500	500	1 500	BND
				3.4 Organiser des ateliers de formation sur le remplissage des formulaires de déclaration.	Tenue effective de l'atelier.	GMP/CONSULTANT/SE	Mai 2015 Mai 2016 Mai 2017	PM	PM	PM	PM	Consultant
				3.5 Organiser des réunions en vue de l'analyse et validation des rapports provisoires 2013, 2014, 2015 et 2016.	Rapports provisoires sont disponibles.	GMP/SE	Juillet 2015 Sept 2015 Oct. 2016 Oct. 2017	5 000	2 500	2 500	10 000	BND
				3.6 Adopter et produire les rapports définitifs de l'Administrateur.	Rapports définitifs sont disponibles et mis sur le site web.	GMP/PARGEF-BAD/SE.	Nov. 2015 Nov. 2016 Nov. 2017	150 250	75 125	75 125	300 500	BAD= 200 000 \$ BND= 30 500 \$ A rechercher= 70 000 \$
				Risque de retard de disponibilité des informations								

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés (milliers USD)				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
				3.7 Organiser la cérémonie de publication des rapports de conciliation 2013, 2014, 2015 et 2016.	Nombre de copies distribuées. Publication sur le site web.	GMP/SE	Sept 2015 à Oct. 2015 Nov. 2016 Nov. 2017	33 800	17 000	17 000	67 800	BND
				3.8 Traduire et imprimer la synthèse des rapports 2013, 2014, 2015 et 2016 en quatre langues nationales.	Nombre de séances et des participants.	GMP/SE	Nov. 2015 à Déc. 2015 Déc. 2016 Déc. 2017	28 000	14 000	14 000	56 000	BND
				3.9 Elaborer et publier les rapports annuels d'activités 2014, 2015, et 2016	Publication dans les journaux et sur le site	GMP/SE	Juin 2015 Juin 2016 Juin 2017	5 000	5 000	5 000	15 000	BND
				3.10 Inventorier les investissements réalisés par les sociétés minières au profil des communautés locales.	Rapport d'inventaire disponible et publié sur le site web.	GMP/CONSULTANT /SE	Février 2015	30 000	0	0	30 000	IDA/PAGSEM
				3.11 Constituer une base de données et acquérir un logiciel sécurisé de gestion.	Base de données disponibles et opérationnelles et logiciel sécurisé acquis.	GMP/CONSULTANT /SE	Mars /Avril 2015	50 000	0	0	50 000	A rechercher
Sous-total 3 :								302 550	114 125	114 125	530 800	

PM* : L'étude de cadrage et l'atelier de formation de remplissage des formulaires sont pris en charge dans le coût de l'Administrateur Indépendant (75 125 USD par exercice fiscal).

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés (milliers USD)				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
4. Distribution des revenus.	Assurer un meilleur suivi de la gestion et de l'affectation des revenus issus des Industries Extractives.	Difficulté de retracer tous les revenus au niveau des Communes Rurales. Manque de transparence dans les transferts infranationaux. Faible répartition des revenus et des charges entre le niveau central, le niveau déconcentré et le niveau décentralisé.	Gestion inefficace, les revenus profitent peu aux communautés locales.	4.1 Faire une étude portant sur l'analyse de la capacité de gestion au niveau des Communes Rurales y compris les transferts infranationaux des revenus extractifs.	Rapport d'étude disponible nombre de CR consultées.	MATD/MMG/MDB/GMP/SE.	2 ^{ème} trimestre 2016	0	40 000	0	40 000	A rechercher
				4.2 Proposer un texte réglementaire portant sur la notification relative aux obligations des taxes et redevances par les titulaires des titres miniers à l'endroit des sept (7) Régions Administratives et de la Société Civile.	Mise en place du texte de notification opérationnelle au sein du CPDM et de la DNM.	MMG/MATD/CPD M/ DNM/GMP/SE	Janv. 2015 à Déc. 2017	PM	PM	PM	PM	
			Manque à gagner fiscal	4.3 Former les collectivités décentralisées des zones minières en fiscalité sur la procédure de recouvrement et de gestion des revenus destinés à ces collectivités.	Nombre de Communes Rurales touchées par les séances de formation.	MATD/MDB/MMG/GMP/SE/DNI	Mars 2015	25 000	0	0	25 000	BND
	Améliorer la gestion et la redistribution des revenus (traçabilité)	Nécessité d'harmonisation de la distribution des ristournes minières et notamment la définition des "communes concernées"	4.4 Faire une étude relative au dispositif légal qui régit la distribution des ristournes minières "en ne tenant pas compte uniquement des communes concernées"	Publication d'une loi/Arrêté conjoint définissant les communes concernées par les ristournes minières.	MMG/MDB/MATD/GMP	31 Mars 2015	0	0	0	0	Néant	
			4.5 Veiller à l'affectation des Receveurs Communautaires au niveau des zones minières.	Acte d'affectation et présence effective des Receveurs.	GMP/SE	Février/Mars 2015	0	0	0	0	Néant	
Sous-total 4 :								25 000	40 000	0	65 000	

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés (milliers USD)				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
5. Gestion des dépenses et de politique de dévelop. durable.	Améliorer la gestion des dépenses publiques face à la volatilité des revenus issus des I.E.	Faible capacité de gestion des revenus issus des I.E versés au niveau central et engloutis dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat. Dépendance exclusive des communautés riveraines des sociétés minières sans perspective après mines.	Non maîtrise des procédures de dépenses issues du secteur minier	5.1 Veiller à la vulgarisation des principes d'élaboration du budget participatif dans les communes extractives pilotes.	Nombre de communes pilotes ayant mis en place le budget participatif.	MATD/MDB/GMP/SE	1 ^{er} trimestre 2015 1 ^{er} trimestre 2016 1 ^{er} trimestre 2017	10 000	10 000	10 000	30 000	A rechercher
				5.2 Veiller à l'élaboration d'une directive sur la responsabilité sociétale des entreprises extractives.	Mise en place effective d'un système de suivi des programmes	MATD/MMG/MDB/MEF/GMP/SE	Janv. 2015 à Déc. 2017	15 000	0	0	15 000	A rechercher
	Evaluer et améliorer les effets et impacts de l'ITIE sur la gouvernance économique et sociale des sociétés minières sur la population cible.	Manque de transparence dans la distribution des recettes aux ayants droits issus de l'exploitation minière.	Non évaluation des impacts de la mise en œuvre de l'ITIE	5.3 Réaliser une étude sur les impacts économiques et sociaux des projets miniers et assurer le suivi de la réalisation des recommandations de cette étude.	Rapport d'étude Publication régulière.	MMG/MDB/MEF/MP/MATD/GMP/Consultant/SE	2 ^e trimestre 2016 3 ^e trimestre 2017	0	20 000	0	20 000	BND
				5.4 Organiser des débats publics avec les parlementaires, les membres du gouvernement, du secteur privé et de la société civile sur les résultats de cette étude.	Débats publics organisés. Supports médiatiques.	GMP/SE/M. de la Communication	Juillet. 2015 à Déc. 2017	0	12 000	15 000	27 000	A rechercher

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés (milliers USD)				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
	Améliorer la contribution du secteur extractif au développement durable.	Part de l'industrie extractive dans le PIB.		5.5 Développer des partenariats publics et privés dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement.	Mise en place d'un système opérationnel de Partenariat Public et Privé (PPP).	MMG/MEIPPP/MEF /MP/ MATD/PTF/ GMP/SE	Janv. 2016 à Déc. 2017	PM	PM	PM	PM	PM
			5.6 Mettre en place un système de coordination dans la conception de mise en œuvre des plans locaux d'intervention des partenaires au développement.	Nombre d'ateliers organisés.	MMG/MEIPPP/MEF /MP/ MATD/PTF/ GMP/SE	Mars 2016 à Déc. 2017	PM	PM	PM	PM	PM	
Sous-total 5 :								25 000	42 000	25 000	92 000	

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés (milliers USD)				Source de financement	
								2015	2016	2017	Total		
6. Maintenir le statut de Pays Conforme.	Evaluer les progrès réalisés et les obstacles qui empêchent la mise en œuvre de l'ITIE-Guinée	Des opportunités existent pour mieux évaluer l'impact réel de la mise en œuvre	Non évaluation des progrès réalisés et des obstacles.	6.1 Analyser la chaîne des valeurs pour leur mise en œuvre efficace.	Les faiblesses à ces niveaux sont identifiées et corrigées.	MDB/MEF/GMP/SE	4 ^e trimestre 2015 à Avril 2017	4 000	10 000	15 000	29 000	BND	
				Mesures prises pour la continuité de la mise en œuvre du processus ITIE-GUINEE suite aux recommandations du CA	Renforcement du Personnel du Secrétariat Exécutif	6.2 Evaluer le besoin de l'ITIE en ressources humaines, financières et matérielles en matière de mise en œuvre du PTB.	Besoin identifié.	GMP/SE	Mars 2015	0	0	0	0
				6.3 Faire une étude institutionnelle et organisationnelle en tenant compte du GMP.	TDR élaboré, PV de session d'adoption du rapport d'étude.	GMP/SE/CONSULTANT	Mai - Juin 2015	15 000	0	0	15 000	A rechercher	
				6.4 Demander au niveau de l'Administration, l'affectation de certains cadres pour le SE.	Acte d'affectation.	MMG/GMP/SE	Néant	0	0	0	0	Néant	
				6.5 Evaluer trimestriellement les activités contenues dans le PTB.	Rapport d'évaluation disponible.	GMP/SE	Trimestriel	0	0	0	0	Néant	
			Processus de validation en 2017	Insuffisance dans le respect des Exigences de la Norme ITIE.	6.6 Entamer les opérations de préparation à l'exercice de la validation.	Les opérations de validation sont prêtes.	GMP/SE/S. INTERNATIONAL	1 ^{er} trimestre 2016	0	0	0	0	Néant
		6.7 Elaborer et adopter les TDR en tenant compte de la Nouvelle Norme.			TDR élaboré. PV de session d'adoption.	GMP/SE/S. INTERNATIONAL.	Avril 2016	0	0	0	0	Néant	
		6.8 Négocier le contrat en vue du recrutement du validateur			Validateur recruté Contrat signé	GMP/SE/CONSULTANT	Juin 2016	0	0	PM	PM	Secrétariat International ITIE	
		6.9 Démarrer le processus de validation			Chronogramme	GMP/SE/CONSULTANT	Sept 2016	0	0	0	0	Néant	

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
				6.10 Produire et remettre le rapport provisoire de validation	Transmission du rapport	GMP/SE/CONSULTANT	Nov. 2016	0	0	0	0	Néant
				6.11 Commentaire du rapport par le CP au validateur	Transmission du PV des commentaires	GMP/SE/CONSULTANT	Déc. 2016	0	2 000	0	2 000	BND
				6.12 Transmission du rapport adopté par le Comité de Pilotage au S. International	Rapport transmis	GMP/SE/ S. INTERNATIONAL	Janv. 2017	0	0	0	0	Néant
				6.13 Commentaires du Secrétariat Internat.	Accusé de réception des commentaires	GMP/SE/S . INTERNATIONAL	Janv. 2017	0	0	0	0	Néant
				6.14 Prise en compte des commentaires par le CP et production du rapport final.	Rapport de validation disponible en français et en anglais. La Guinée est déclarée Pays Conforme	GMP/SE/CONSULTANT	Fév. 2017 à Avril 2017	0	0	2 000	2 000	BND
				6.15 Cérémonie de publication des résultats de la validation par le Conseil d'Administration	Nombre de copies distribuées et publiées sur le site web itie-guinee.org	GMP/SE/CONSULTANT	Juin 2017	0	0	25 000	25 000	BND
Sous-total 6 :								19 000	12 000	42 000	73 000	

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
7. Renforcement de la mise en œuvre de la stratégie de communicat. et de dissémination	Promouvoir la Norme ITIE et le processus de mise en œuvre et renforcer le débat public autour des revenus du secteur extractif.	Appropriation de l'ITIE par les institutions de l'Etat et la Société Civile	Faible connaissance de l'ITIE par les Institutions et la Société Civile	7.1 Mettre à jour la stratégie de communication.	Stratégie de communication est mise à jour.	GMP/SE	Mars 2015	0	0	0	0	Néant
				7.2 Plaidoyer pour accroître l'appui politique et financier nécessaire à la poursuite de la mise en œuvre de l'ITIE.	L'ITIE dispose de ressources suffisantes pour la mise en œuvre du processus en 2017.	MMG/GMP/SE/ Partenaires	Mars 2015 Février 2016 Juin 2017	30 000	25 000	25 000	80 000	A rechercher
				7.3 Réaliser la mission de dissémination des rapports 2013, 2014, 2015 et 2016 dans les zones minières incluses dans l'ITIE.	TDR de la mission, rapport de la mission de dissémination, nombre de copies rapports distribués au public. Nombre de journaux ayant publiés les rapports. Nombre de débats dans les radios communautaires.	GMP/SE.	Déc. 2015 (rapports 2013 et 2014) Déc. 2016 (rapport 2015) Déc. 2017 (rapport 2016)	150 000	150 000	150 000	450 000	IDA/PAGSEM 75 000 x 2 = 150 000 \$ BND= 150 000 A rechercher 150 000
				7.4 Présenter les rapports à la maison de presse.		GMP/SE.	Janv. 2016 Janv. 2017 Janv. 2018	2 000	1 000	1 000	4 000	BND
				7.5 Présenter les rapports dans six (6) Universités.		GMP/SE.	Janv. 2016 Janv. 2017 Janv. 2018	4 000	2 000	2 000	8 000	BND
				7.6 Publier les rapports simplifiés dans les journaux de la place (presse en ligne).		GMP/SE.	Déc. 2015 Déc. 2016 Déc. 2017	15 000	10 000	10 000	35 000	BND
	Faire comprendre à la population le processus ITIE : enjeux et contenus des rapports portant sur la collecte	Faible communication sur le processus ITIE.	Méconnaissance de l'ITIE	7.7 Insérer les messages et les spots publicitaires sur l'ITIE au niveau des Radios et TV.	Nombre de messages insérés. Nombre de personnes sensibilisées. Nombre d'émissions	GMP/SE.	Janv. 2015 à Déc. 2017	15 000	20 000	23 000	58 000	A rechercher

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
				7.8 Conception et impression des agendas ITIE-Guinée 2015 à 17	Nombre d'agendas et calendriers distribués. Nombre de bénéficiaires.	Secrétariat Exécutif	Nov. 2015 Nov. 2016 Nov. 2017	15 000	15 000	15 000	45 000	BND
				7.9 Insérer les avis à manifestation d'intérêt dans les journaux.	Nombre de journaux ayant inséré les messages. nombre de visiteurs.	Secrétariat Exécutif.	Janv. 2015 à Déc. 2017	5 300	5 300	5 300	15 900	BND
		Sources d'informations actuelles sont limitées à la dissémination des rapports ITIE.	Sources d'informations non variées et diversifiées	7.10 Augmenter le nombre des panneaux publicitaires.	Nombre de panneaux affichés.	Secrétariat Exécutif.	Janv. 2015 à Déc. 2017	60 000	75 000	85 000	220 000	A rechercher
				7.11 Conception et impression des Dépliants, Teeshirt, Képi et Kakémonos.	Nombre de dépliants, Teeshirt, képi distribués. Nombre de bénéficiaires.	Secrétariat Exécutif.	Oct. 2015 Nov. 2016 Déc. 2017	20 115	24 500	26 700	71 315	BND
				7.12 Information, abonnement, documentations et revues.	Nombre de revues et documentations disponibles.	GMP/SE.	Janv. 2015 à Déc. 2017	5 000	5 000	5 000	15 000	BND
				7.13 Suivre et évaluer périodiquement l'ensemble des activités de communication, apprécier les résultats des actions et mesurer leurs impacts.	Rapport de suivi et d'évaluation disponible et exploité.	COMMISSION COMMUNICATION /S.E ET CONSULTANT.	Janv. 2015 à Déc. 2017	8 000	8 000	8 000	24 000	A rechercher
				7.14 Enquête d'appropriation auprès de la population sur le processus ITIE.	Nombre d'enquêtes réalisées.	SECRETARIAT EXECUTIF ET CONSULTANT.	Sept 2015 Sept 2016 Sept 2017	15 000	15 000	15 000	45 000	A rechercher

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
	Diffuser largement le processus ITIE en langues nationales dans les radios, TV et radios communautaires.	Faible vulgarisation de la Norme ITIE.	Impact de l'ITIE mal perçu	7.15 Organiser des émissions et reportages à la radio et à la télévision.	Nombre de débats réalisés, des émissions et de reportages.	GMP/SE/TV & RADIO.	Janv. 2015 à Déc. 2017	18 000	18 000	18 000	54 000	A rechercher
				7.16 Informer et sensibiliser le grand public sur le processus à travers les médias et les réunions d'information (Campagne d'information et de sensibilisation).	Rapport de campagne d'information disponible. Nombre de communautés et de personnes touchées. Supports de communication	GMP/SE/TV & RADIO	Janv. 2015 à Déc. 2017	30 000	30 000	30 000	90 000	A rechercher
	Produire et réaliser un documentaire sur l'ITIE-GUINEE.			7.17 Conception, impression et distribution de bandes dessinées.	Nombre d'impression et de distribution de bandes dessinées.	GMP/SE/CONSULTANT	Janv. 2015 et Mars 2017	10 000	0	10 000	20 000	BND
				7.18 Produire et réaliser un film documentaire sur l'ITIE-GUINEE.	Nombre de supports médiatiques.	GMP/SE/CONSULTANT	Fév. 2017	0	0	10 000	10 000	BND
	Impliquer les femmes dans le processus ITIE			7.19 Veiller à l'implication des Femmes dans le déroulement du processus ITIE.	Nombre de Femmes impliquées	GMP/SE/CONSULTANT	Janv. 2015 à Déc. 2017	0	0	0	0	Néant
Sous-total 7 :								402 415	403 800	439 000	1 245 215	
Indicateur d'impact : Pourcentage de guinéens informés sur le processus ITIE.												

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
8. Renforcement des capacités et formation des parties prenantes sur le processus.	Organiser des ateliers à l'intention des parties prenantes suivant la Norme ITIE.	Faible niveau d'appropriation du processus par le GMP.		8.1 Organiser un atelier sur le processus ITIE en faveur des membres du GMP.	Rapport de l'atelier et nombre de participants.	GMP/SE/CONSULTANT	Mars 2015	15 500	0	0	15 500	IDA/PAGSEM
				8.2 Organiser un atelier sur le processus ITIE avec la Société Civile et les Syndicats.	Rapport de l'atelier et nombre de participants.	GMP/SE.	Janv. 2015	8 000	0	0	8 000	IDA/PAGSEM
				8.3 Organiser un atelier sur le processus ITIE avec les Institutions Républicaines.	Rapport de l'atelier et nombre de participants.	GMP/SE.	Fév. 2015	8 000	0	0	8 000	IDA/PAGSEM
				8.4 Organiser un atelier sur la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE).	Rapport de l'atelier et nombre de participants.	GMP/SE.	Avril 2015	10 000	0	0	10 000	BND
				8.5 Organiser un atelier de réflexion sur les activités post-conformité.	Rapport de l'atelier. Nombre de sociétés minières dans le périmètre participant à l'atelier	GMP/SE.	Fév. 2016	0	15 000	0	15 000	IDA/PAGSEM
	Doter les parties prenantes d'outils appropriés pour mieux comprendre et suivre la mise en œuvre du processus	Toutes les parties prenantes doivent être bien outillées pour une mise en œuvre réussie du processus ITIE	Faible maîtrise de la fiscalité minière	8.6 Organiser des ateliers de formation sur la fiscalité minière	Le GMP est bien outillé en matière de fiscalité minière	GMP/SE/PARTENAIRES	Juin 2015 à Déc. 2017	15 000	15 000	15 000	45 000	IDA/PAGSEM
				8.7 Organiser un atelier concernant la nouvelle Norme ITIE en faveur de la presse.	Rapport d'atelier nombre de journaliste	GMP/SE	Juin 2015	10 000	0	0	10 000	IDA/PAGSEM
				8.8 Organiser un atelier sur le développement communautaire.	Rapport de l'atelier et nombre de participants.	GMP/SE/MATD.	Mai 2015	15 000	0	0	15 000	IDA/PAGSEM

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
				8.9 Organiser un atelier en faveur des points focaux pour la bonne compréhension et l'harmonisation sur les données ITIE-Guinée.	Rapport d'atelier. Nombre de participants capables de remplir les formulaires	GMP/SE/Points Focaux	Mars 2015 à Déc. 2017	8 000	8 000	8 000	24 000	BND
	Sensibiliser les nouvelles entreprises du secteur extractif en vue de leur adhésion au processus ITIE.			8.10 Sensibiliser les nouvelles entreprises sur le processus ITIE.	Nombre de nouvelles sociétés sensibilisées et intégrées dans le périmètre.	GMP/SE.	Mars 2015 Avril 2016 Avril 2017	3 000	3 000	3 000	9 000	BND
	Elaborer, adopter et mettre en œuvre un plan de formation.			8.11 Identifier les besoins en formation des parties prenantes en matière de transparence.	Nombre de formations identifiées.	GMP/SE.	Fév. 2015	0	0	0	0	Néant
				8.12 Elaborer et adopter un plan de formation.	Nombre de modules élaborés. PV d'approbation du plan de formation.	GMP/SE.	Fév. 2015 Janv. 2016 Fév. 2017	1 500	1 500	1 500	4 500	BND
				8.13 Mettre en œuvre un plan de formation.	Contenu des formations (modules). Les rapports des séminaires et ateliers de formation. Nombre de personnes formées.	GMP/SE.	Janv. 2015 à Déc. 2017	130 000	150 000	160 000	440 000	40 000 BAD/PAPEGM 400 000 A rechercher
	Participer aux ateliers, séminaires et formations à l'extérieur ainsi qu'aux voyages d'études pour partage et échange d'expérience avec les autres pays.			8.14 Participer aux ateliers, séminaires au niveau régional et international et voyages d'études.	Nombre de rapports des ateliers et séminaires publiés et disponibles y compris sur le site. Nombre de bénéficiaires de formation et voyages d'études à l'étranger.	GMP/SE/ PARTENAIRES.	Janv. 2015 à Déc. 2017	Voir 8.13	Voir 8.13	Voir 8.13	Voir 8.13	Néant

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
				8.15 Former les cadres et agents du Secrétariat Exécutif.	Nombre de rapports de formation	GMP/SE/PARTENAIRES.	Janv. 2015 à Déc. 2017	Voir 8.13	Voir 8.13	Voir 8.13	Voir 8.13	Néant
	Appuyer la société civile dans la mise en œuvre de l'ITIE.	Mauvaise appréhension des Industries Extractives par la société civile.		8.16 Divulguer les rapports ITIE par les organisations de la société civile.	Nombre de personnes touchées par les séances de divulgation des rapports ITIE. Nombre de missions.	GMP/SE/SOCIETE CIVILE/PARTENAIRES.	Janv. 2015 à Déc. 2017	75 000	0	25 000	100 000	A rechercher
Sous-total 8 :								299 000	192 500	212 500	704 000	

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
9. Pérennisation du processus ITIE-GUINEE.	S'assurer de la pérennité de la mise en œuvre de l'ITIE sur le plan légal.	Pérennisation de l'ITIE-GUINEE en levant les contraintes légales et les obstacles à sa mise en œuvre.		9.1 Elaborer et proposer les textes d'application des dispositions du code minier relatives à l'ITIE.	Les textes d'application sont élaborés et soumis	GMP/SE	Fév. 2015	0	0	0	0	Néant
				9.2 Réviser le règlement intérieur (TDR) du GMP et le publier.	Procès-Verbal d'adoption du nouveau règlement intérieur et publié.	GMP/SE	Mars 2015	4 000	0	0	4 000	BND
				9.3 Veiller au respect par les Sociétés et les Administrations des Arrêtés relatifs à leurs obligations.	Les déclarations sont conformes aux Arrêtés	GMP/SE	Janv. 2015 à Déc. 2017	0	0	0	0	Néant
	Rendre l'ITIE financièrement indépendante et pérenne.	Le financement de l'ITIE doit être pérennisé pour la poursuite de sa mise en œuvre	Insuffisance des moyens affectés pour la mise en œuvre de l'ITIE. Forte dépendance envers les partenaires au développement pour le financement.	9.4 Mener le plaidoyer auprès des Ministères en charge du Budget de l'Economie et des Finances et de l'Assemblée Nationale pour doter l'ITIE-GUINEE des crédits suffisants dans le budget de l'Etat. (Loi de Finances).	Montant du financement obtenu auprès de l'Etat.	MMG/MDB/MEF/ ASSEMBLEE NATIONALE/GMP.	Janv. 2015 à Déc. 2017	0	0	0	0	Néant
				9.5 Mener le plaidoyer auprès des sociétés minières pour leur contribution volontaire au financement du processus ITIE-GUINEE.	Nombre de sociétés et montants obtenus	GMP/SE	Janv. 2015 à Déc. 2017	0	0	0	0	Néant
				9.6 Accélérer le retour de l'ITIE-GUINEE dans ses anciens locaux en construction dans la cour de la Direction Nationale des Mines.	Les locaux sont mis à disposition.	GOUVERNEMENT /GMP/SE	Mars 2015	0	0	0	0	Néant

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
	Proposer un texte instituant un prélèvement des recettes fiscales des Industries Extractives pour la mise en œuvre de l'ITIE-GUINEE	Le texte concernant ce prélèvement n'est pas disponible pour le moment.	Loi/ ou Arrêté Conjoint sur ce prélèvement.	9.7 Elaborer, discuter et adopter un texte fixant un prélèvement des recettes fiscales du secteur extractif pour la mise en œuvre de l'ITIE Soit (un) 1% des recettes minières.	Procès-Verbal de la réunion. Liste de présence.	GMP/SE/MMG/MEF/MDB/ASSEMBLEE NATIONALE	Janv. 2015 à Déc. 2015	0	0	0	0	Néant
				9.8 Faire le plaidoyer pour l'adoption du texte de financement de l'ITIE-GUINEE par les recettes fiscales du secteur extractif.	Loi adoptée.	GMP/SE/MMG/MEF/MDB/ASSEMBLEE NATIONALE	Fév. 2015 à Déc. 2015	0	0	0	0	Néant
	Renforcer les capacités organisationnelle et institutionnelle	Retard de la tenue des réunions du Conseil de Supervision et insuffisance des réunions des Commissions Opérationnelles.		9.9 Organiser la tenue de deux réunions par an du Conseil de Supervision.	Nombre de Procès-Verbaux. Nombre de présence des membres du Conseil de Supervision	CS/GMP/SE.	Mars 2015 à Déc. 2017	2 000	2 000	2 000	6 000	BND
				9.10 Organiser la tenue des réunions du Comité de Pilotage (12 sessions ordinaires par an et des sessions extraordinaires)	Nombre de Procès-Verbal. Nombre de présence des membres du Comité de Pilotage aux réunions.	GMP/SE.	Janv. 2015 à Déc. 2017	33 000	33 000	33 000	99 000	BND
				9.11 Organiser la tenue des réunions des Commissions.	Nombre de présence.	COMMISSIONS/SE	Janv. 2015 à Déc. 2017	6 000	6 000	6 000	18 000	BND
	Elaborer et adopter le plan de travail et budget.			9.12 Elaborer et publier le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2015.	Plan de Travail et Budget Annuel 2015 sont disponibles et publiés dans les journaux et sur le site web.	GMP/SE.	Déc. 2014	1 000	0	0	1 000	BND

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
				9.13 Préparer et adopter le Plan de Travail Triennal et le Budget Triennal 2015, 2016 et 2017.	Plan de Travail et Budget Triennal sont disponibles et publiés dans journaux et le site web.	GMP/SE.	Déc. 2014 à Janv. 2015	10 000	0	0	10 000	BND
	Mobiliser les ressources financières pour la mise en œuvre du plan de travail.	Insuffisance des ressources financières et matérielles	Retard de paiement des engagements et difficultés de financement	9.14 Mobiliser les ressources financières.	Nombre de nouveaux accords de financements par Bailleurs.	GMP/SE/PARTENAIRES	Janv. à Déc. de chaque année	0	0	0	0	Néant
9.15 Envoyer les courriers en annexant le PTB et rencontres avec les Partenaires Techniques et Financiers (Institutions, Ambassades, ONG, etc...).				Accord de Don signé.	GMP/SE/PTF.	Déc. 2014 à Juin 2015	0	0	0	0	Néant	
9.16 Organiser une table ronde de mobilisation des fonds avec les partenaires financiers et techniques				Rapport de la table ronde et liste des participants.	GMP/SE/PTF	Déc. 2014 à Janv. 2015	10 000	0	0	10 000	BND	
	Assurer le fonctionnement du Secrétariat Exécutif	La réalisation des missions est incertaine	Faute de disponibilité des moyens de déplacement	9.17 Acquérir 04 véhicules pour le Secrétariat Exécutif.	Nombre de véhicules disponibles.	SECRETARIAT EXECUTIF	Mars 2015 à Déc. 2015	120 000	40 000	0	160 000	40 000 IDA/PAGSEM 40 000 BND 80 000 à rechercher
				9.18 Acquérir les matériels, équipements et mobiliers de bureau	Nombre d'équipement disponibles.	SECRETARIAT EXECUTIF	Janv. 2015 à Déc. 2017	15 000	15 000	25 000	55 000	10 000 /BND 45 000 à rechercher

Axes stratégiques	Objectifs prioritaires	Contexte : conditions préalables et risques	Contraintes de capacité	Activités	Indicateur	Partenaires de la coopération et lien avec processus de réforme	Calendrier	Coûts estimés en USD				Source de financement
								2015	2016	2017	Total	
				9.19 Acquérir un logiciel Mic Project et formation	Nombre de personnes formées.	SE/GMP/CONSULTANT.	Janv. 2015 à Déc. 2015	10 000	0	0	10 000	BND
				9.20 Héberger, former et mettre à jour le site web itie-guinee	Contrat et facture. Nombre de visiteurs sur le site.	SECRETARIAT EXECUTIF.	Janv. 2015 à Déc. 2017	10 000	10 000	10 000	30 000	BND
				9.21 Elaborer les états financiers 2014, 2015 et 2016.	Lettre de transmission et de réception des états financiers par l'auditeur.	SE/CONSULTANT.	Janv. 2015 à Déc. 2017	26 000	26 000	26 000	78 000	43 000 BAD/PAPEGM 35 000 /BND
				9.22 Auditer les états financiers 2014, 2015 et 2016.	Rapport d'audit disponible et distribué.	SE/CONSULTANT.	Juin 2015 Juin 2016 Juin 2017	10 000	10 000	10 000	30 000	BND
				9.23 Actualiser le manuel de procédures administratives, comptables et financières.	Manuel conforme aux Normes nationales et internationales disponible.	SE/CONSULTANT	Avril 2015	7 000	0	0	7 000	BAD/PAPEGM
				9.24 Fonctionnement.	Rapports disponibles.	SECRETARIAT EXECUTIF	Janv. 2015 à Déc. 2017	140 000	150 000	160 000	450 000	BND
Sous-total 9 :								404 000	292 000	272 000	968 000	
Indicateur d'impact : Pourcentage des parties prenantes ayant compris le processus.												
TOTAL GENERAL = 1+2+3+4+5+6+7+8+9								1 553 965	1 153 425	1 161 625	3 869 015	

LISTE DES ABREVIATIONS

ACG	Association des Communes de Guinée
AN	Assemblée Nationale
ANAIM	Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières
BAD	Banque Africaine de Développement
BAFMP	Brigade Anti-Fraude des Matières Précieuses
BC	Bon de Commande
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BIC	Bénéfice Industriel et Commercial
BNE	Bureau National d'Expertise
BND	Budget National de Développement
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CA	Conseil d'Administration
CAF	Valeur Coût, Assurance, fret
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
CBK	Compagnie des Bauxites de Kindia
CFU	Contribution Foncière Unique
CGI	Code Général des Impôts
CM	Code Minier
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CNT	Conseil National de la Transition
CP	Comité de Pilotage
CPDM	Centre de Promotion et de Développement Minier
CPP	Contrat de Partage de Production
CR	Commune Rurale
CS	Conseil de Supervision
DD	Droits de Douane
DFE	Droit Fiscal d'Exportation
DFI	Droit Fiscal d'Importation
DGD	Direction Générale des Douanes
DNDIP	Direction Nationale de la Dette et des Investissements Publics
DNI	Direction Nationale des Impôts
DNM	Direction Nationale des Mines
DNPEIP	Direction Nationale du Patrimoine de l'Etat et des Investissements Privés
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	Fonds Africain de Développement
FD	Formulaire de Déclaration
FIM	Fonds d'Investissement Minier



FOB	Sans Frais à Bord (Free on Board)
GNF	Franc Guinéen
Ha	Hectare
IDA	Association Internationale pour le Développement
IE	Industrie Extractive
IGF	Inspection Générale des Finances
IS	Impôts sur les Sociétés
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
KGNF	Millier de franc Guinéen
KM2	Kilomètre carré
KUSD	Millier de dollar Américain
MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MMG	Ministère des Mines et de la Géologie
PM	Primature (Premier Ministre)
PTB	Plan de Travail et Budget
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTTB	Plan de Travail Triennal et Budget
PV	Procès-Verbal
RTS	Retenue sur traitements et Salaires
SAG	Société Ashanti Goldfield
SE	Secrétariat Exécutif
SI	Secrétariat International
SEMAFO	Société d'Exploitation Minière d'Afrique de l'Ouest
SMD	Société Minière de Dinguiraye
SNIM	Société Nationale des Infrastructures Minières
SOGUIPAMI	Société Guinéenne du Patrimoine Minier
Sté	Société
TA	Taxe d'Apprentissage
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
TDR	Termes de Référence
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TV	Télévision
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VF	Versement Forfaitaire